

L'ECHEC DU DISCOURS SUR L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE : LE CAS DES TPE ET DES PETITES PME

Pascal FRION (Institut Jules Verne*, Acrie**), Nicolas MOINET (Iae de Poitiers***)

pascal@frion.net, nicolas.moinet@wanadoo.fr

(*) [Institut Jules Verne de prospective et de projets innovants](#), Kerhoueder, 22340 Locarn (France).

(**) [Acrie](#), Rue Nungesser et Coli, 44860 Nantes-St-Aignan-de-Grand-Lieu (France).

(***), IAE de Poitiers, [Cerege](#), Université de Poitiers, 20 rue Guillaume VII le troubadour, 86022 Poitiers (France)

Mots clés

intelligence économique, analyse du discours, bilan, échec, Tpe, Pme

Keywords

competitive intelligence, discourse analysis, assessment, failure, Very small companies, Sme

Palabras clave

inteligencia competitiva, analisis del discurso, evaluacion, empresas muy pequeñas, pymes

Résumé

Le discours sur l'intelligence économique (IE) se développe depuis vingt ans en France. Comment qualifier sa percée auprès des Très Petites Entreprises (Tpe) et des Petites et Moyennes Entreprises (Pme) ? Est-ce un succès, un échec ou ni l'un ni l'autre ? La démonstration aboutit à la qualification d'échec du discours à destination de ces petites entreprises.

English summary

The Intelligence for Business discourse has been used for the last twenty years in France. How do we mention its breakthrough with regards to very small companies? Is it a success, a failure or none of them? Our analysis demonstrates that it has been a failure.

1 Introduction

En France, depuis les années 1990, l'intelligence économique d'entreprise se développe de manière soutenue. Nombreux discours ont été prononcés, à destination des entreprises, de l'Etat et des territoires. Chacun à son niveau, vise à améliorer et à protéger les performances d'acteurs, en mobilisant des notions telles que la maîtrise de l'information, la veille, la sécurité.

A l'occasion de la soutenance de thèse de Pascal Frion sur ce sujet, Alain Juillet, ancien Haut Responsable à l'Intelligence Economique français, évoque « l'échec du discours sur l'intelligence économique auprès des Tpe » et « le message à faire passer aux Tpe qui reste à l'évidence inadapté ».

Le discours sur l'IE auprès des Tpe et des petites entreprises est-il effectivement un échec ? Comment qualifier la percée d'un concept dans une population ? Pour y parvenir, les auteurs reviennent sur une vingtaine d'années de promotion d'un discours et proposent une méthodologie pour y parvenir.

Cet article se présente de la manière suivante. Pour commencer, la méthodologie et le point de vue des chercheurs vont être présentés. Puis, les résultats seront donnés et suivis d'une analyse. Des commentaires et une discussion s'en suivront avant de laisser place à des propositions et à une conclusion.

2 Méthode et méta-méthode

Avant de décrire la méthode, voici quelques éléments de la méta-méthode.

2.1 Métaméthode

Cette recherche a pour origine une frustration ressentie à force de promouvoir l'intelligence économique auprès des Tpe et des petites entreprises, pendant des années, sans grand succès. Une hypothèse a été posée concernant l'échec du discours sur l'intelligence économique auprès de ces entreprises. A cette occasion, nous avons été confrontés à la délicate problématique de juger, qualifier, prouver. Peut-on trancher ? Pour quoi trancher ? Comment trancher ? Cette communication se focalise donc sur la qualification entre échec ou succès et ne porte pas sur leurs éventuelles raisons ni sur leurs conséquences. C'est pourquoi, nous adoptons une approche hypothético-déductive.

Engagés dans un renouveau du discours sur l'intelligence économique, nous nous interrogeons sur la « rentabilité » du discours classique. Cette recherche s'inscrit donc dans la durée afin de mesurer la pertinence et la performance, de nos discours. Le cadre d'action qui nous intéresse comprend les discours de la politique publique et des structures para-publiques, ceux du monde de la science et ceux des initiatives privées. Cette démarche nécessite le recours à la pensée critique, afin de mesurer, suggérer, générer et accompagner des évolutions.

Les bases théoriques choisies en analyse du discours s'appuient sur les approches « communicationnelle » et « sociolinguistique » afin d'observer et de comprendre la relation entre les émetteurs et les transmetteurs de discours d'une part et les réactions et les pratiques des récepteurs d'autre part dans le petit monde des personnes qui mobilisent le vocabulaire explicite du contenu du message de « veille et d'intelligence économique »¹.

¹ Notons que les autres approches – énonciatrice, conversationnelle, dialogique et polyphonique, de l'école française, pragmatique, sémiotique – n'ont pas été mobilisées.

Deux approches s'offraient à nous.

1. Une approche déductive : recueillir - voire chercher – des informations disponibles, puis les analyser et les synthétiser. C'est l'approche interprétativiste – voire positiviste – de l'information préalable d'une situation simple qui peut se réduire à un élément. Cette approche de la « science normale » de s'appuyer sur l'existant se veut objective et opérationnelle.
2. Une approche inductive : engager une réflexion critique sur les indicateurs à identifier – voire à inventer – puis identifier les informations manquantes, enfin, aller chercher les informations qui existent et co-construire les informations qui n'existent pas. C'est l'approche constructiviste du questionnement critique et du raisonnement d'une situation complexe qui ne peut se réduire à un élément. Cette approche ancrée, nécessite un construit en contexte, en assumant sa subjectivité et se veut davantage tactique voire stratégique.

Nous avons opté pour la seconde approche, que nous allons décrire de manière succincte.

2.2 Méthodologie

Principales étapes du bricolage² méthodologique (qui se chevauchent et qui rebouclent) :

1. résistance méthodique à l'information de manière temporaire [4, chapitre 5³]. Ne pas se laisser polluer par les attributs de l'information, notamment par le biais cognitif de la première information qui « colle », la rendant difficile à remplacer par une autre idée sur le même sujet ;
2. choix de la posture épistémologique, sélection d'une démarche, choix ou constitution d'une ou plusieurs méthode(s) ;
3. imagination de ce qu'un échec sans ambiguïté et certitude serait et ce qu'un échec non ambigu et incertain serait (idem pour le succès). Pour chacune de ces situations, nous avons imaginé des indicateurs confirmant ou infirmant ces situations. C'est la première partie visible de la technique des portes ouvertes ;
4. scénarisation de la démarche, dans l'esprit de la méthode de Murphy, afin d'identifier des prolongements, des impasses, des pièges, des abus, des omissions, des magnitudes, des ordres de grandeur et des considérations pratiques ;
5. anticipation d'une part des conditions favorables minimum à atteindre et d'autre part des conditions rédhibitoires à éviter ;
6. identification, rassemblement et étude des discours ;
7. fermeture successive des portes ouvertes non pertinentes ;
8. effort entrepris de ne pas laisser insondée de dimension qui puisse fragiliser cette démonstration, sachant que la preuve d'une « absence » est plus difficile que la preuve d'une « présence » ;
9. vérification qu'une personne ou qu'une structure n'a pas un intérêt et une action à occuper l'espace d'éléments uniquement partisans ou mensongers et/ou à éviter - voire supprimer - les éléments qui leur sont opposés ;
10. recherche d'un mode de promotion de discours qui soit un succès (en particulier en IE de manière non classique) ;
11. rédaction de l'article, en tenant compte des contraintes spécifiques de l'exercice, sans pression extérieure d'un tiers.

² Le mot bricolage en français, vient de l'italien « bricola » qui veut dire : fabriqué sur place. Il n'est pas pris ici pour un sous-travail, bâclé car établi sans réfléchir, mais au contraire, comme un travail ad hoc, pertinent, en contexte, à dessin.

³ Selon la théorie du Rmi(t) : Refus Méthodologique de l'Information (temporaire)

Principales croyances à mentionner pour cette recherche

- la présence d'une action ou d'une intention laisse une trace observable, sans pour autant que cette trace ne soit accessible ou saisissable par la personne qui la cherche ;
- l'absence d'une action ou d'une intention est impossible à prouver, autrement qu'en scénarisant différentes présences d'actions ou d'intentions, qui auraient dû laisser des traces, mais pour lesquelles, aucune n'a été identifiée, malgré des recherches déroulées dans des conditions satisfaisantes ;
- la limitation humaine ne donne pas cent pour cent de crédit ni d'exactitude aux paroles prononcées ni aux mots écrits. Le récepteur n'est pas passif ;
- la vérité de la pensée unique, l'esthétisme d'un style littéraire, le respect aveugle de la science normale, ne sont pas recherchés, mais plutôt la méthodologie pour se questionner, s'informer - notamment en situation de surinformation - et pour apprendre et construire des outils qui auront un usage pratique et opérationnel, s'alimentant de racines vivantes et robustes, pour prévoir-décider-agir, dans le monde professionnel.

2.3 Une réflexion critique a accompagné les auteurs dans leur recherche.

L'intelligence économique a-t-elle percé en France ? N'était-elle pas déjà présente ? Comment observer la percée d'une notion dans un pays ? Une percée doit-elle être globale ou peut-elle être partielle et limitée à une catégorie de la population ? Quel est le point d'inflexion entre l'absence et la présence de la notion ? Une promotion positive de l'IE à destination des Tpe existe-elle ou est-elle impossible ? Quelles notions ont clairement percé et quelles notions n'ont clairement pas percé, en France, dans une période récente, qui pourraient servir d'étalon de référence au succès et à l'échec.

1.4 Explicitation et réfutabilité de notre méthode *ad hoc*

Plusieurs questions se sont posées et qui ne nous ont pas quittés.

- Le recours à un discours qui a échoué pendant une vingtaine d'années est-il conscient ?
- Si le discours était identifié et compris comme insuffisamment performant, par les orateurs et rédacteurs de discours, il y aurait probablement une faible présence de ce concept et une présence fréquente de termes, d'expressions et de constructions de phrases qui apportent une nuance et un non-recours à notion promue dans le discours.
- Une personne seule qui énonce un échec suffit-elle pour que l'échec soit retenu comme un consensus ? Non.
- Une absence de jugement permet-elle de trancher entre échec, mitigé et succès ? Non.
- Cristalliser une situation complexe par une réduction simple, telle que « succès ou échec », est-il raisonnable ? Comment évaluer sans mesurer, sans juger, sans blâmer, sans donner de leçon, sans arrogance épistémologique ?
- Ne pas établir de bilan après vingt années de promotion est-il forcément déraisonnable ?
- L'usage d'une expression suffit-il, pour un succès, ou faut-il aussi que la pratique soit présente et qu'elle corresponde au message donné ?
- Une pratique d'intelligence économique partielle, ponctuelle ou espacée dans le temps, qualifie-t-elle la notion de « succès » ? La croyance sans la pratique, dans une entreprise, qualifie-t-elle la notion de succès ?
- Evoquer des bonnes pratiques, n'est-il pas suffisant pour indiquer qu'il y a aussi des mauvaises pratiques ?
- Le style littéraire et communicationnel français qui tend à mettre en avant les choses positives et qui, de fait, omet parfois les choses négatives, est-il un frein insurmontable pour identifier un échec d'un discours ?

- Les auteurs sont-ils honnêtes dans leur démarche à tendance manichéenne ? Comment évoquer des errements sur une vingtaine d'années autrement que par un bilan tranché ? Comment ne plus perdre de temps ?

Nous avons conscience qu'une succession d'éléments sur la non percée, probablement indépendants les uns des autres et qui concourent à une même conclusion, pourrait être fortuite mais peu probable.

2.5 Champ d'étude et terrains

Le champ d'étude de nos travaux concerne « l'intelligence économique / veille » appliquée aux Entreprises de Petites Tailles.

Nous nous sommes appuyés sur quatre terrains :

- un corpus de discours et de littérature en intelligence économique / veille ;
- les pratiques des personnes travaillant dans des entreprises de petites tailles ;
- les attitudes / réactions des personnes travaillant dans ces entreprises ;
- des entretiens avec des personnes qualifiées en IE / veille.

Une multitude de canaux et de circonstances de diffusion ont été identifiés et étudiés, comme l'indique le tableau 1.

Tableau 1 : liste des discours identifiés et analysés

des discours politiques et institutionnels
des discours des programmes régionaux en IE
des discours des programmes locaux des opérateurs
des documents de référence en IE
des guides pratiques en IE
des discours de prestataires privés dans des messages publicitaires
des syllabus de formations et thèmes de référentiels spécialisés en IE
les principales images et métaphores en IE
des grands thèmes développés par les chercheurs dans la littérature scientifique
des recettes de discours sur l'intelligence économique
des discours sur le bilan de cette politique à ce jour

Nous avons étudié ces discours. Ils portent uniquement sur les aspects expressément déclaratifs (ils mentionnent clairement l'intelligence économique), descriptifs,

explicatifs et incitatifs ou interrogatifs voire négatifs.

Des discours uniquement centrés sur la sécurité, ou sur la consultation d'information par un outil, n'ont pas été retenus dans cette analyse.

Un décalage peut exister entre les discours et les observations sur le terrain, c'est pourquoi, il nous est apparu important d'analyser également la réception de ces discours et de ces messages.

L'étude des pratiques et des attitudes

Des pratiques et des attitudes ont été recensées dans la littérature, mais c'est sur le terrain que les observations ont été les plus nombreuses, notamment :

- en face à face pour des réunions de travail ;
- au téléphone pour promouvoir l'intelligence économique ;
- lors de réunions d'information collectives, de conférences et d'ateliers ;
- à l'occasion d'événements, de cocktails et de rencontres de réseaux professionnels ;
- pendant des visites d'entreprises.

L'analyse des pratiques a porté sur l'identification et sur la performance des actions qui précèdent et qui suivent les discours sur l'intelligence économique / veille.

L'analyse des attitudes a porté sur la communication verbale (messages, paralogisme, triviale de l'opérationnel) et sur la communication non verbale (marqueurs gestuels et sémantiques, étude de l'engagement des participants, adoption technologique, écrits).

3 Résultats Obtenus

Nous allons commencer par les indicateurs de succès, puis viendra l'échec.

3.1 Résultats de divers indicateurs de succès de la percée de l'IE

Les manières de s'informer professionnellement sont diverses et nous avons choisi parmi elles, une vingtaine d'indicateurs pour leur représentativité observée dans le monde professionnel : presse, internet, formation, réseaux professionnels notamment (voir le tableau 2). Plusieurs de ces indicateurs montrent un nombre important d'apparitions de l'expression « intelligence économique », comme par exemple plus de 6 000 articles de presse en quinze ans.

Tableau 2 : identification d'indicateurs de pénétration de l'IE de manière générale

Articles dans la presse quotidienne entre 1995 et 2011 inclus ⁴	6305
Résultats sur Google ⁵	1650000
Modules annuels en IE, en formations supérieures non dédiées à l'IE (entre 1 à 4 jours)	200 est. ⁶

⁴ Factiva au 23 janvier 2012. Dont 5 349 articles comptabilisés issus de Factiva, en début septembre 2010 (voir annexe 1). Aucun article identifié avant 1995. Masson évoque 81 articles (2000).

⁵ Sur Google moteur au 23 janvier 2012, dont 553 000 au 25 juillet 2010, pour « intelligence économique ».

⁶ est. est ici l'abréviation du mot « estimation ».

Interventions distinctes en conférences en IE depuis 1996 ⁷	800 est.
Articles scientifiques (issus de colloques et de revues scientifiques) depuis 1996	500 est.
Formations de niveau Master 1&2, spécialisées en IE ⁸	62
Revues professionnelles spécialisées en l'IE (non scientifiques) ⁹	6
Revues scientifiques sur l'IE ¹⁰	2
Sites web revendiquant la prestation marchande en IE	150 est.
Sites web ou portails dédiés à l'IE (hors prestataires)	75 est.
Références dans la bibliographie Cimitri de littérature anglo-saxonne en IE ¹¹	4529
Références de livres sur l'IE selon le portail IE	110
Références de livres, rapports, guides, normes sur l'IE recensés dans AcrieProj ¹²	293
Manifestations sur l'intelligence économique depuis 1996 ¹³	160 est.
Thèses explicitement sur l'intelligence économique ¹⁴	47
Définitions de l'IE recensées dans AcrieProj ¹⁵	181
Associations contenant l'expression intelligence économique ¹⁶	156
Norme et guide Afnor (dont les normes expérimentales) en relation forte avec l'IE ¹⁷	4
Membres du réseau IE des Chambres de Commerce et d'Industrie ¹⁸	420
Programmes départementaux et régionaux ¹⁹	100 est.
Rapports officiels (parlementaire, Conseil Economique et Social...) ²⁰	5
Guides pratiques de syndicats professionnels à destination des entreprises ²¹	3
Rapports et guides divers sur l'intelligence économique (Cci, Cigref, Cnccef, Régions, etc.) ²²	30 est.

⁷ Une conférence étant composée d'une ou plusieurs intervention(s) distinctes.

⁸ Document d'Epice, Agor@med, novembre 2006, téléchargé le 1^{er} juin 2010 à partir de www.intelligence-economique.gouv.fr.

⁹ VeilleMag, Regards sur l'IE, Archimag, Le monde du renseignement, Documentaliste, Technologies Internationales.

¹⁰ Isdm (<http://isdmm.univ-tln.fr>) et Revue Internationale d'Intelligence Economique, Lavoisier.

¹¹ sur la période 1938-2006.

¹² sur la période 1967-2011 dont des ouvrages anglo-saxons et quelques-uns hispaniques. Christian Marcon évoque plus de quatre-vingts livres directement consacrés à l'intelligence économique (en France) sur la période 1992-2009 (2010, p. 53).

¹³ estimation jusqu'à 2011 inclus. Marcon (2010, p. 124) évoque 19 colloques scientifiques sur la période 1995-2010 en France.

¹⁴ Christian Marcon (2010, p. 131) : « 47 thèses en IE à ce jour [...] Dou affiche 71 thèses en IE ».

¹⁵ AcrieProj un outil de fiche technique en IE (plus de 1200 fiches à ce jour) développé et tenu à jour par Acrie.

¹⁶ à partir du site web www.journal-officiel.gouv.fr à la date du 08 juin 2010.

¹⁷ Norme expérimentale sur la veille (XP X 50-053, 1998), qualité de la confiance (BO 274-500, 2002), normes sur le management de l'information (FD X 50-185, 2004), sur le management de l'information stratégique (AC X50-194, 2006).

¹⁸ Juin 2002, document Acfci de 2 pages intitulé Intelligence économique : l'Acfci participe à la réflexion prospective, développe des partenariats et coordonne la diffusion des outils et pratiques de l'intelligence économique à travers le réseau consulaire vers l'entreprise. Soit, en moyenne, 2 membres du réseau dans chacune des 161 Cci et 21 Crci.

¹⁹ En 2000, il y a déjà eu une quarantaine de programmes en IE dans 21 régions (Source : Drire 2000, Douai).

²⁰ Rapport Harbulot (1990), Rapport Martre (Martre, 1994) à la documentation française, rapports du député Carayon (Carayon, 2003 ; Carayon, 2006), rapport Mongereau (Mongereau, 2006) du Conseil économique et social.

²¹ Syndicats professionnels (Medef, 2006), (Cgpme, 2008).

²² Voir annexe 2.

Réseaux professionnels ayant demandé à l'auteur une intervention pour découvrir l'IE ²³	10 est.
Résultats sur les réseaux sociaux (LinkedIn) ou/et sur Twitter ²⁴	26 / 21

3.2 Résultats d'entretiens avec des personnalités qualifiées

Lors d'entretiens individuels avec des personnalités qualifiées, nous avons posé la même question sur le bilan de l'intelligence économique à ce jour (2012) : « Comment voyez-vous l'intelligence économique depuis son démarrage en France. Que pensez-vous de ce qui a été entrepris en IE en France, que pensez-vous de la politique publique en IE : succès, succès mitigé, ou échec ? ».

Les réponses présentées dans le tableau 3 : ci-après, sont les réponses exploitables des personnes qualifiées qui ont répondu au questionnaire formel²⁵.

Tableau 3 : bilan de l'IE depuis son démarrage par des personnalités qualifiées²⁶

Succès	Succès mitigé	Echec
« Succès (C'est le choix le plus légitime) ».		« on a très peu performé, résultat assez médiocre ».
« Institutionnel : réussite, pris par les autorités, [...] La Diie est un succès considérable, institution stratégique »		« Application : gros problème »
	« Succès mitigé »	
	« Succès mitigé indiscutable »	
	« Ce n'est pas un échec, ce n'est pas un succès autant qu'on aurait voulu, car on a perdu 10 ans ».	
« pour la politique publique, il y a un progrès dans la sensibilisation à la sécurité »		« on n'a pas réussi à changer le comportement de la haute administration par rapport aux enjeux d'une reconquête économique »
	« Aucun de ces trois, révolution en cours »	
« Succès sur le plan de la notoriété, connaissance générale »	« Succès mitigé dans le cadre de sa mise en œuvre »	

²³ Notamment, l'Ihede, la Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France, le Club des Exportateurs (depuis 1998).

²⁴ Il y a 26 groupes incluant l'expression intelligence économique sur LinkedIn et il y a eu 21 messages avec intelligence économique en texte plein, le 1er août 2012, journée sans actualité particulière sur ce thème.

²⁵ Pierre Achard (auteur de la Dimension Humaine de l'IE), Olivier Buquen (Diie), Philippe Caduc (Adit), Philippe Clerc (Acfc), Jean-Paul Blanc (EurAdit), Eric Delbecque (Inhesj), Bernard Esambert (Aie), Robert Guillaumot (Aie), Christian Harbulot (Ege), Alain Juillet (Hrie), Henri Martre, Rémy Pautrat.

²⁶ Il a été jugé souhaitable par l'auteur de ne pas associer les noms des personnes interrogées aux réponses données dans cette table, afin de conserver la vision globale des réponses obtenues.

« échec »

3.3 Résultats sur la présence de succès en Tpe/pPme

Des succès existent, mais ils sont peu nombreux. Des exemples d'entreprises ont régulièrement été présentés, des études de cas ont été mobilisées. Des programmes locaux ou régionaux, des outils de veilles, ont été présentés. Mais la grande majorité des entreprises présentées sont de grosses Pme, des Entreprises de Taille Intermédiaire (Eti), et des Grandes Entreprises (Ge).

Lors de la période préalable au rapport Carayon, une quarantaine de Cci/Crci sur environ 150 en France et plus de 110 à l'étranger que compte le réseau de l'Acfc, présente dans un tableau sur sept pages, leurs types d'actions, leurs partenaires et une quantification / résultats (aucune Cci à l'étranger n'est mentionnée). Nous avons établi un tableau récapitulatif du nombre d'entreprises évoquées, du nombre de participants évoqués et du nombre de Cci/Crci pour lesquelles la colonne « Quantification / Résultats » est vide (voir tableau 4 ci-dessous).

Tableau 4 : entreprises et personnes impliquées dans les programmes des Cci/Crci avant le rapport Carayon (2003)

Nombre d'entreprises impliquées	Nombre de personnes d'entreprise impliquées	Nombre de Cci/Crci n'ayant pas renseigné la colonne Quantification/ Résultats
6 617*	4834	31

Ces chiffres nécessitent un nombre important de précautions²⁷.

Quelques années plus tard, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris présente les chiffres des entreprises sensibilisées par les Cci en France chaque année, dans le tableau 5.

Tableau 5 : identification d'indicateurs de pénétration de l'IE dans les Tpe

Entreprises sensibilisées par les Cci chaque année en moyenne dans toute la France ²⁸	50
Entreprises accompagnées individuellement par les Cci (Idf) chaque année en moyenne ²⁹	5

Pour Jamie Smith, Sheila Wright et David Pickton, il y a eu environ 3 000 entreprises ayant pris part à quinze programmes des Cci sur la période de 2000 à 2006 [7, p. 525], soit une moyenne de 400 entreprises par an qui participent à un élément au moins d'un programme.

²⁷ Remarques : *pour les trois nombres d'entreprises en nombres annuels, nous avons pris cinq années dans notre estimation. Ces résultats peuvent avoir compté deux fois les mêmes entreprises ou personnes. Il n'a pas été compté de personnes lorsque seul le chiffre d'entreprise a été renseigné (le nombre de personnes est ainsi sous-estimé).

La notion d'entreprises et de personnes « impliquées » n'est pas définie. Il est probable que des entreprises et des personnes ont été « impliquées » une ou plusieurs fois, à des séances de présentation ou à des rencontres individuelles, sans pour autant suivre le programme proposé. Ces résultats sont sous-estimés car seules 20 Cci/Crci sur 51 ont la case « Quantification / résultats » renseignée par des éléments chiffrés. Ils sont sous-estimés en termes de personnes, car une entreprise impliquée peut compter plusieurs personnes impliquées (mais le détail n'est pas disponible). Le nombre de Cci impliquées pour la Normandie a été estimé à 14 : en effet, les deux régions administratives de Normandie ont groupé leurs réponses en une seule mention Ccis avec un S (il y a sept Cci en Basse-Normandie et sept en Haute-Normandie). La notion de Tpe apparaît cinq fois dans le tableau, mais il n'est pas sûr que les lignes qui ne spécifient pas la composition des entreprises, n'aient pas inclus les Tpe dans leurs nombres.

²⁸ Réseau des Cci de Paris-Ile-de-France, [7, p. 1].

²⁹ Réseau des Cci de Paris-Ile-de-France, [7, p. 1].

Une démarche innovante et encourageante a toutefois été identifiée avec Jean-Paul Blanc et Philippe Caduc (Blanc, 2012 ; Caduc, 2012), à l'Adit, avec l'expérience EurAdit menée par Jean-Paul Blanc, qui a souhaité rompre avec les discours anciens et proposer une offre et un discours différents. Le discours réfute certains sous-jacents comme celui de l'exhaustivité, mais en utilise encore d'autres comme la maîtrise de l'information. L'accompagnement ne commence pas par de la sensibilisation collective mais par répondre - sur mesure - à des questions opérationnelles et urgentes de la part de l'entreprise. Cette initiative va dans le sens de lever notre crainte du caractère fortuit de la conjonction de démarches inopérantes dans la promotion de l'IE. Il existe des expériences positives pour inciter les petites entreprises à recourir et à pratiquer l'IE, et ce qui nous intéresse ici, c'est que cette initiative heureuse n'a pas adopté le discours classique.

3.4 Résultats des budgets dépensés

Presque chaque région française a lancé un programme régional d'intelligence économique dans les années 1990 (21 Drire sur 22, selon la réunion nationale « intelligence économique » des Drire à Douai le 13 octobre 2000) de 1996 à fin février 2000 (DarPmi, 2000). Les nombres d'entreprises et les budgets alloués sont présentés dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6 : résultats chiffrés des dix premières années de programmes régionaux

Nombre d'entreprises ayant adhéré jusqu'au bout à un des 40 programmes régionaux (en tout, pour la France entière, sur la période 1990-2000)	88 ³⁰
Somme nécessaire pour qu'une entreprise aille au bout d'un programme ³¹	130 000 euros
Somme nécessaire pour identifier, inviter et rencontrer une entreprise ³²	2 000 euros

4.5 Résultat sur l'objectif de la politique publique d'IE

La politique publique dit s'adresser à toutes les entreprises. Est-ce dans un souci de montrer un caractère d'égalité (une des trois notions de la devise française et fondement du pacte républicain) ? Cette référence insistante à *toutes* les entreprises, ne constituerait-elle pas un simple élément de langage fréquent en France, qui représente le déterminisme globalisant d'un discours, alors qu'une seule partie de cette *totalité* n'est effective ? A ce jour, il n'a été trouvé aucun élément dans la politique publique intégrant les spécificités des Tpe. A la conférence à l'Université de Poitiers, intitulée « Intelligence économique en Poitou-Charentes », Alain Juillet déclare que la politique publique de l'intelligence économique en France est destinée aux 189 000 entreprises entre dix et deux cents personnes (Juillet, 2007). Il ne s'agit plus de l'enjeu d'initier l'intelligence économique dans « toutes » les entreprises et notamment des entreprises de moins de dix personnes : les Tpe, les commerces, les artisans, les professions libérales en sont-elles exclues ?

Malgré des discours globalisants sur les Pme-Pmi (intégrant peut-être parfois les Tpe), les discours sont maladroits lorsqu'il s'agit d'évoquer ces petites entreprises : un exemple révélateur a eu lieu en 2004, au Sénat, pendant une grande conférence sur l'intelligence économique à l'instigation des Chambres de Métiers auxquelles

³⁰ Nombre également cité par François Goulet, L'action de la Drire dans les démarches concertées d'intelligence économique au niveau régional, dans Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, 2001, Actes du colloque du 25 janvier, Paris, p. 14-15).

³¹ Somme totale dépensée, divisée par le nombre d'entreprises ayant adhéré à un programme complet.

³² Somme totale dépensée, divisée par le nombre d'entreprises ayant été identifiées.

se sont jointes des Chambres de Commerce. Une voix s'élève de la salle pour demander au conférencier de donner enfin un exemple d'intelligence économique avec une « petite entreprise ». L'expert montre des signes légers de surprise et d'hésitation dans un premier temps et reprend vite de son assurance. Est alors présentée une entreprise de « trois cents personnes » ! Dès que ce nombre est prononcé, des rires et des soupirs dans la salle interrompent l'histoire, car la majorité des participants travaille avec des Tpe et des petites entreprises.

3.6 Résultat sur la présence d'une définition claire et partagée

En début des années 2000, il n'y a pas de définition de l'intelligence économique qui ait été diffusée et acceptée de manière suffisante : chacun établit sa propre définition, souvent à partir de la première partie de la définition de l'introduction du rapport présidé par Henri Martre à la Documentation Française en 1994 : « L'intelligence économique peut être définie comme l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques. Ces diverses actions sont menées légalement avec toutes les garanties de protection nécessaires à la préservation du patrimoine de l'entreprise, dans les meilleures conditions de qualité, de délais et de coût ».

Au début de l'apparition de l'intelligence économique, cette dernière était remplacée, la plupart du temps, par la notion de veille. Aujourd'hui, la notion d'intelligence économique s'est enrichie d'une vingtaine de déclinaisons : intelligence économique et stratégique ou intelligence stratégique ; intelligence économique territoriale ou intelligence territoriale ; intelligence commerciale ; intelligence juridique ; intelligence financière, notamment. Ces « nouveaux » termes ont l'avantage de préciser le thème de manière un peu plus concrète et fonctionnelle, mais ne reçoivent pas l'unanimité. Elle est souvent présentée par le triptyque de veille, d'influence et de protection.

3.7 Résultat sur la nouveauté du concept d'intelligence économique

Il y a absence de consensus sur la nouveauté de l'IE. Certains considèrent que l'IE est récente de quelques (dizaines d') années ou ancienne de plusieurs centaines d'années. Il demeure que le discours évoque que sa pratique n'est pas une évidence.

Certains considèrent que la France est parfois considérée en retard dans ce domaine, ce qui montre bien que l'IE est largement défaillante de manière générale. D'autres, évoquent qu'il y a un nombre non négligeable de conditions pour sa mise en oeuvre, ce qui montre également que l'IE n'est pas innée ni spontanée, ni automatique. Parmi ces conditions, citons notamment, l'implication de la direction générale, la curiosité et la prédominance de l'information. Les conditions nécessaires sont au nombre de douze dans un article intitulé « comment éviter l'échec » [2]. Douze conditions représentent une barrière à l'entrée importante pour la mise en oeuvre et une pratique rentable de l'IE.

3.8 Résultats sur les cibles des programmes régionaux sur l'IE

Nous avons entrepris une étude approfondie de quelques programmes régionaux d'intelligence économique qui se sont déroulés sur plusieurs périodes. Ces programmes furent collectifs, comprenant souvent un accompagnement individuel de l'entreprise participante. La plupart d'entre eux a été bâtie sur l'idée et sur le slogan de « maîtriser l'information stratégique ».

Rares furent les programmes, qui avaient comme cible unique, les Tpe. Citons la Guadeloupe avec son appel d'offre en 2005, intitulé « Alimentation de l'Univers Veille du comptoir de la Nouvelle Economie de la Guadeloupe », ou encore la Cci de Toulouse qui a travaillé avec 32 Tpe du secteur immobilier (Acfc, 1996, synthèse des actions du réseau consulaire en matière d'intelligence économique : les acteurs de l'intelligence économique en France). Différents programmes des Chambres de Métiers et de l'Artisanat furent proposés à destination des artisans (Pays de la Loire, Cma des Deux-Sèvres, Cma de Haute-Savoie notamment). Nous

n'en avons pas les résultats à ce jour.

3.9 Résultats des observations sur de nombreuses idées utilisées dans les discours

Lors de nos nombreuses séances de travail avec des petites entreprises, au *siège* de l'entreprise ou en dehors, entre 1998 et 2012, nous n'avons pas vu, nombres des affirmations explicites et implicites suivantes de la veille et de l'intelligence économique, véhiculées dans la majorité des discours. Une quinzaine de fondements des discours sur l'intelligence économique ne sont pas visibles sur le terrain. Ils sont présentés dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7 : les fondements des discours sur l'intelligence économique [4, p. 54]

- L'information existe ;
- l'information est une matière première ;
- l'information est indispensable ;
- la veille permanente est une nécessité, la veille ne peut pas être ponctuelle,
- il faut commencer par la veille ;
- l'exhaustivité, la complétude, sont nécessaires pour décider ;
- les volumes importants d'information et les flux augmentent et accélèrent ;
- la stratégie viendra grâce à l'information et à l'analyse : l'information préalable apparue une première fois avec Sun Zi, reprise fréquemment ;
- la gestion de l'information disponible est critique ou stratégique ;
- l'information utile est essentiellement « ouverte », il ne faut pas recourir à l'illégalité ;
- la concurrence est forte et de plus en plus exacerbée ;
- l'intelligence économique est l'affaire de tous ;
- le traitement, l'analyse, le recoupement sont des activités essentielles en intelligence économique.

3.10 Résultats des observations sur les ouvrages et conférences dédiées aux Tpe / pPme

Comme l'indique le tableau 8, ci-dessous, il y a une quasi-absence de livres et de conférences sur l'IE à destination des Tpe ces vingt dernières années.

Tableau 8 : identification d'indicateurs de pénétration de l'IE dans les Tpe

Nombre de livres en IE ayant un titre ou un sous-titre destiné aux Tpe ³³	0
--	---

³³ Une mention Tpe-Pme est bien apposée sur la couverture du livre de Claude Delesse (2011), mais son contenu est plutôt dédié aux Pme et son titre officiel n'intègre pas la mention Tpe-Pme.

4 Analyse de ces résultats

Le premier panorama général favorable à la percée de l'intelligence économique est à relativiser sur plusieurs points. Certains chiffres paraissent excessifs ou devraient être testés pour leur activité réelle comme le nombre de formations et les associations. Malgré le grand nombre d'indicateurs positifs, quelques indicateurs ne concourent pas à montrer que l'intelligence économique a percé en France. Par exemple, il n'y a toujours pas de définition de l'intelligence économique dans des dictionnaires généraux³⁵. De même, il est encore fréquent de rencontrer des professionnels déclarant ne pas savoir ce qu'est l'intelligence économique³⁶.

4.1 Analyse des indicateurs positifs

Ces indicateurs positifs du tableau 2 ont été trouvés ou estimés facilement. Ils semblent suffisamment représentatifs pour prouver que la notion a largement progressé le long du continuum entre l'absence et la présence, en direction de la présence. L'intelligence économique est désormais un thème relativement fréquent en France. Nous en retirons que depuis le début des années 1990, il y a eu une première percée de l'intelligence économique en France. D'autres indicateurs seraient utiles, comme une sorte de taux de pénétration de cette notion dans les discussions professionnelles visant à s'informer, ainsi qu'une comparaison des chiffres de ce tableau avec un thème qui a percé et qui est souvent comparé avec l'intelligence économique : le marketing ou la qualité.

4.2 Analyse des nombres d'entreprises impliquées

Les quelques séries de nombres diffusées ne permettent pas de conclure sur une éventuelle modification du rythme du nombre d'entreprises et de personnes « impliquées » dans ces programmes. Ces chiffres se rejoignent pour évoquer que le nombre annuel et cumulé des entreprises et des personnes sensibilisées de manière non superficielle, est faible au regard du nombre total des entreprises et personnes potentiellement sensibilisables en France [4, p. 39-40]. A ce rythme, il faudrait des centaines d'années pour atteindre la sensibilisation de la majorité de Tpe et de Pme-Pmi françaises, qui ne semblent pas avoir été particulièrement ciblées.

4.3 Analyse des coûts de promotion

Les coûts de promotion des programmes de la décennie 90 ont été présentés [3, 4]. Rapporté au montant pour accompagner une entreprise sur l'ensemble du programme, le coût est énorme. Malgré les efforts entrepris, il reste fréquent de discuter avec des dirigeants et des salariés de Tpe et de Pme-Pmi, et de s'entendre dire qu'ils n'ont jamais entendu parler d'intelligence économique. A la fin du financement, certaines structures ont arrêté l'intelligence économique et ont proposé un nouveau programme, comme la gestion des connaissances (le knowledge management), ouvrant un autre financement... Les chiffres concernant la décennie suivante ne nous ont pas été communiqués, cependant aucun signal n'a été identifié lors de nos recherches, qui laisserait à penser que la situation ait considérablement changé.

³⁴ Conférence au Sénat, en décembre 2004, à l'invitation des Chambres de Métiers, auxquelles se sont jointes les Cci.

³⁵ Larousse et Le Petit Robert.

³⁶ l'auteur estime à un maximum de 20%, le nombre de personnes présentes à la formation « veille commerciale » du programme Dinamic Entreprises en Pays de la Loire, connaissant la notion d'intelligence économique.

4.4 Analyse des attentes des relais publics et para-publics à destination des Tpe /pPme

Lors d'une occasion unique, l'auteur a été sélectionné pour sensibiliser une population très large de participants du secteur public. Nous avons réalisé un verbatim des attentes d'une centaine de ces personnes, en début de sept séances identiques de sensibilisation-formation d'une journée à l'intelligence économique en Haute-Normandie. Le verbatim³⁷ associé à cette liste de besoins montre qu'en 2007, les attentes des personnes sensibilisées pour animer et relayer les initiatives sur l'intelligence économique / veille, sont celles de personnes peu familiarisées avec l'intelligence économique, ou qui se sentent insuffisamment préparées par les discours et expériences qu'elles possèdent en la matière. La connaissance et la culture de l'intelligence économique étaient faibles et les programmes régionaux devaient être simples et pragmatiques, en partant de la demande des acteurs privés et publics. Nous observons chez ces participants issus de la sphère publique et para-publique, une logique de l'offre. Nous retrouvons cette même remarque dans l'audit régional sur l'intelligence économique de la région Nord-Pas-de-Calais : « passer de la promotion de l'offre à l'incitation de la demande et à l'orientation » [3].

4.5 Analyse de l'absence de bilan des programmes régionaux

En l'absence de bilan identifié, nos recherches n'ont pas identifié de discours qui attirent et qui mobilisent les entreprises, pour initier l'intelligence économique de manière simple, facile, peu coûteuse et pérenne. Le taux de transformation d'entreprises « non pratiquantes » à « entreprises pratiquantes » est d'une entreprise qui monte une veille pour cent cinquante entreprises sollicitées pour de l'intelligence économique. Peut-on alors en déduire un premier échec en termes de résultats en nombre d'entreprises impliquées selon les espérances de ces programmes ? L'Unaf³⁸ suggère que « les programmes d'intelligence économique, mieux financés, mieux coordonnés, mieux pilotés, permettront aux entreprises d'accroître leur compétitivité et leur performance » (Mongereau, 2006, I-42). L'argent public dépensé a-t-il profité le plus aux entreprises ciblées ou aux structures intermédiaires chargées de ces programmes ? Si les résultats semblent peu éloquentes à ce jour, il serait intéressant de pouvoir comparer les résultats obtenus par les programmes sur l'intelligence économique avec les résultats d'autres programmes financés. En résumé, il est peu aisé de trouver des résultats positifs à ces programmes, autrement que par le fait d'avoir entretenu le discours sur l'intelligence économique.

Les entreprises trouvent souvent ces programmes démonstratifs et incitatifs (86% dans l'opération pilote sur l'intelligence économique en Rhone-Alpes, en 1998-1999), sans pour autant passer à l'action : il apparaît alors urgent de comprendre ce qui entre dans le processus d'un passage à l'acte dans une entreprise et plus particulièrement dans une Tpe. Une quantité non négligeable de personnes participantes aux programmes régionaux d'intelligence économique y est venue par curiosité intellectuelle : ces personnes étaient souvent issues de Pme et non de Tpe.

D'après Olivier Buquen, Directeur Interministériel à l'Intelligence Economique en 2012, il n'y a pas eu de bilan de l'apparition de l'intelligence économique en France depuis vingt ans (Buquen, 2012). Quelques commentaires sont apparus sous la forme de bilans partiels, ou de remises en causes, comme ceux de Philippe Baumard, Philippe Clerc, Alain Juillet, Christian Harbulot, Rémy Pautrat (Frion, 2012). Mais si certains commentaires ne sont pas complaisants avec les orateurs de discours ni avec les opérateurs de terrains, ils ne remettent pas en cause les efforts initiaux de manière fondamentale.

Du fait de l'absence de bilan disponible des discours sur l'intelligence économique en France, nous avons choisi de nous risquer à l'exercice du bilan général du discours. L'exercice est délicat, car nous avons été nous-mêmes au cœur de cet élan promotionnel, dans des programmes, conférences, formations, ouvrages et articles³⁹. Il s'agit de décrire, en assumant une subjectivité naturelle et en tentant de limiter la discussion critique à des éléments objectifs, afin de participer à la suggestion de l'émergence d'un discours qui sera plus efficace à l'avenir.

³⁷ Le verbatim non expurgé est présenté en annexe 5.

³⁸ Union Nationale des Associations Familiales

³⁹ Une étude des résultats des programmes locaux et régionaux auprès des Cci, devait être menée par nos soins dans le cadre de cette recherche doctorale : elle n'a finalement pas eu lieu. Le moment semblait mal choisi.

4.6 Analyse sur la stratégie de la politique publique non adressée aux Tpe directement

La tentation de vouloir toucher *toutes* les catégories d'entreprises n'a pas été suivie d'effets. De la même manière, certaines régions ont établi un Schéma Régional d'Intelligence Economique. Ainsi, la région Ile de France, mentionne ses cibles (mais seulement en annexe) : les Pme entre 20 et 250 personnes (Préfecture de Région Ile-de-France, 2008, p. 68). Or de nombreuses Pme-pmi ont moins de 20 personnes. La notion de petite et moyenne entreprise est rarement spécifiée dans les discours de manière distincte. Par exemple, elle est mentionnée à deux reprises (et de manière non appuyée) dans le rapport du Ministère de l'Intérieur et de l'Adit (le classeur de l'intelligence économique à destination des Préfets : [1]), parmi les cent quatre vingt dix sept pages du rapport du programme pilote à portée nationale sur l'intelligence économique. Le nombre de personnes issues des Tpe, ou travaillant avec elles, qui sont auditées à l'occasion des rapports sur l'intelligence économique, est souvent faible et très inférieur à celui des entreprises moyennes, de taille intermédiaire et des grandes entreprises.

Avec le recul, fin 2012, Alain Juillet écrivait à l'occasion d'une soutenance de thèse (Frion, 2012) « la stratégie des responsables de l'IE qui ont fait pour des raisons d'efficacité le choix de privilégier les moyennes et grandes entreprises au détriment des petites ».

Ainsi, les Tpe, les artisans et les petites entreprises sont souvent exclus, volontairement ou de fait, dans les études [5] ou des discours de l'intelligence économique.

4.7 Effet Guliver

Les émetteurs de ces discours ont majoritairement été des personnes ne travaillant pas dans l'écosystème des Tpe. Les personnalités qualifiées interrogées lors de cette recherche le reconnaissent, elles n'ont pas une grande expérience des très petites entreprises⁴⁰. Le discours sur l'intelligence économique / veille est alors caractérisé par ce qui est convenu d'appeler « l'effet Gulliver » : le monde est décrit à travers le point de vue d'un géant. Les Tpe sont perçues comme des grandes entreprises en plus petit : le regard est homothétique.

Dans les différents travaux et rapports sur l'intelligence économique, nous remarquons le faible nombre de personnes directement concernées et spécialisées sur ces petites entreprises.

L'étude des messages de ces discours, des syllabus de formations, des thèmes de référentiels spécialisés en intelligence économique, montre que les discours concernent plutôt les grandes entreprises, les grandes organisations, et que la situation des Tpe, des artisans, des petites Pme-pmi, des jeunes pousses, notamment, est quasiment absente et encore moins développée. Les cibles des Tpe, des petites Pme-pmi, ainsi que les consultants privés et les conseillers publics et para-publics sont peu présents dans les discours.

A ce jour, sur une cinquantaine de conférences scientifiques⁴¹ constituées au moins d'une journée dédiée à l'intelligence économique en France, pas une seule n'a été dédiée aux Tpe. Un seul travail scientifique dédié à l'intelligence économique a été identifié à ce jour concernant les Tpe, artisans et les petites Pme-pmi : le « Traité de l'artisanat et de la petite entreprise [6] ». La majorité des documents mentionnant le cas des Pme-Pmi y consacre une très faible partie et reste floue sur la taille des Pme-pmi : intègre-t-elle également les Tpe ? Ainsi, les programmes de formations initiales sur l'intelligence économique sont nombreux mais ignorent d'éventuelles spécificités des Tpe. Le monde de l'intelligence économique souffre donc d'un manque de théorie concernant la majeure partie des entreprises françaises : les Tpe et les petites Pme.

⁴⁰ Pierre Achard (auteur de la Dimension Humaine de l'IE), Olivier Buquen (Die), Philippe Caduc (Adit), Philippe Clerc (Acfc), Jean-Paul Blanc (EurAdit), Eric Delbecque (Inhesj), Bernard Esambert (Aie), Robert Guillaumot (Aie), Christian Harbulot (Ege), Alain Juillet (Hrie), Henri Martre, Rémy Pautrat.

⁴¹ du moins, des conférences avec appel à proposition, à comités de lecture constitués de chercheurs possédant au minimum un doctorat, voire une Habilitation à Diriger des Recherches, spécialisées sur l'intelligence économique.

4.9 Analyse des formations initiales qui ciblent peu les Tpe et les petites entreprises

Si les formations de niveau Master sont nombreuses, les formations de niveaux inférieurs sont beaucoup moins nombreuses. Or les entreprises rencontrées lors de nos recherches recrutent plus souvent aux niveaux Bts ou Dut⁴², voire Licence, qu'au niveau Master. Les rares indicateurs du tableau 9 montrent que la pénétration de l'intelligence économique en Tpe est très faible.

Tableau 9 : identification d'indicateurs de pénétration de l'IE dans les Tpe

Formations de niveau Bachelor spécialisées sur l'intelligence économique ⁴³	11
Formations professionnelles spécialisées sur l'intelligence économique ⁴⁴	4

Cette absence de communication directe vers les Tpe pourrait être palliée par la théorie de la communication à double étage ou du relais d'opinion, c'est à dire par une communication indirecte vers les Tpe. Or, nos recherches ne nous montrent qu'une faible présence de communication, à destination des structures intermédiaires, des consultants ou des conseillers, qui aurait un deuxième étage à destination spécifique des Tpe.

5 Conclusion

Les discours sur l'intelligence économique ont permis une percée de l'intelligence économique dans la société française, mais dans les Tpe et les petites entreprises, la percée fut si faible que nous pouvons la qualifier d'échec. Ce n'est pas un échec total, mais un échec quand même, de par son manque de résultats probants, son manque d'objectifs quantitatifs mesurables, son inadéquation aux attentes des (très) petites entreprises. Le discours a souvent été non contextualisé aux Tpe. Mais il faut remarquer que l'intelligence économique n'est pas la seule à souffrir de difficultés pour séduire et convaincre en masse les Tpe et les petites entreprises.

Ces éléments constituent une étape qui va se poursuivre par un observatoire des discours, afin d'évaluer les évolutions dans une démarche constructive.

Afin que le constat d'échec soit compris, partagé et que des axes de progrès soient imaginés, mis en place et évalués, nous appelons de nos vœux un bilan de la promotion de l'IE, constitué par un ensemble d'acteurs, ceci afin d'éviter d'éventuels partis pris à qualifier d'échec, de succès ou de ne pas statuer sur un « entre deux », ou sur une autre manière d'avancer.

Dès lors que l'échec est démontré, il revient à des personnes de bonne volonté de proposer un nouveau discours, des objectifs en termes de quantités d'entreprises cibles, des moyens, une durée et une marge d'erreur tolérable.

⁴² Brevet de Technicien Supérieur ou Diplôme Universitaire de Technologie.

⁴³ Les formations sur l'intelligence économique de niveau Master sont plus nombreuses mais les Tpe ne recrutent pas majoritairement des niveaux Master et préfèrent souvent des niveaux Bachelor.

⁴⁴ A Rennes (Igr-Novincie), Niort (Cci des deux-Sèvres et Icomtec à Poitiers), Paris (Ege) et Nantes (porté par le Cnam).

Bibliographie

- [1] Adit - Société Nationale d'Intelligence Stratégique et Ministère de l'Intérieur de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales (2004), Intelligence économique et territoires - guide pratique : dispositif opérationnel d'intelligence territoriale et de sécurité économique, document de travail à destination des Préfets, diffusion interne, 197 pages.
- [2] Caron-Fasan Laurence, Lesca Humbert et Lesca Nicolas (2008), Comment éviter l'échec, Regards sur l'IE, n°24, janvier-mars, pp. 44-46
- [3] Frion Pascal (2001), Rapport d'étude sur l'Intelligence Economique et Stratégique dans la Région Nord / Pas-de-Calais : Présentation et analyse de l'existant, préconisations autonomes et extérieures, Rapport remis à la demande du Comité de Développement de l'Intelligence Economique et Stratégique, pour le Préfet Rémy Pautrat, Acrie, 44 p.
- [4] Frion Pascal (2012), Généalogie de la faible percée du discours sur l'intelligence économique dans les Tpe françaises : errements épistémologiques et propositions opérationnelles, Université de Poitiers, thèse présentée et soutenue le 7 décembre 2012, 640 p.
- [5] Larivet Sophie (2002), La réalité de l'intelligence économique en Pme, thèse, Université de Toulon et du Var
- [6] Paturel Robert (2009), Livre 6 : l'intelligence économique au service de l'artisanat et de la petite entreprise (sous la direction de), in Boutillier Sophie, David Michel et Fournier Claude (2009), Traité de l'artisanat et de la petite entreprise (collectif sous la direction de), Editions Educaweb
- [7] Réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie de Paris – Ile-de-France (2009), Intelligence économique : vademecum des Cci de Paris – Ile-de-France à l'usage des entreprises, 30 p.
- [8] Smith Jamie, Wright Sheila & Pickton David (2010b), Competitive Intelligence Programmes for SMEs in France: Evidence of changing attitudes, Journal of Strategic Marketing, Vol. 18, n° 7, December, p. 523-536